

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



87/64

Déclaration à la
Chambre des communes
du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux
Affaires extérieures

OTTAWA

Le 18 novembre 1987

Tous les partis représentés ici ont appuyé les mesures prises par le premier ministre et le gouvernement du Canada dans le but de hâter le démantèlement pacifique du régime de l'apartheid. L'un des éléments clés de notre politique a été de reconnaître et d'élargir l'important rôle joué par le Commonwealth pour favoriser une évolution sans violence de la situation en Afrique australe. Le premier ministre était déterminé - et il avait en cela l'appui de la Chambre - à faire en sorte que les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis sous sa présidence à Vancouver maintiennent les pressions exercées sur l'Afrique du Sud en vue de l'abolition de l'apartheid.

Quatre des États de la ligne de front font partie du Commonwealth. Il en est de même du Lesotho, du Swaziland et du Malawi. L'Afrique du Sud en a été exclue pour avoir refusé d'abandonner sa politique d'apartheid. Grâce aux liens étroits qui unissent ses membres, le Commonwealth est mieux placé que toute autre organisation pour contribuer à l'élimination du fléau de l'apartheid et promouvoir un développement économique sûr et durable. D'autres pays ont une influence économique plus considérable en Afrique australe, mais aucune organisation n'a, en puissance, autant d'ascendant politique que le Commonwealth dans cette région du monde. Cela a été amplement démontré par les travaux du Groupe des personnalités éminentes, dont l'autorité reposait sur les mérites respectifs de ses membres et sur le prestige du Commonwealth, qui lui avait confié sa mission. Le concept de négociation proposé par le Groupe, certes le résultat le plus durable de ses travaux, constitue toujours la meilleure solution au problème de l'apartheid. La mission du Groupe a également eu pour effet important de prouver que la condamnation universelle de l'apartheid n'était pas un phénomène passager.

Le défi qui se pose aux véritables adversaires de l'apartheid consiste en partie à maintenir une pression croissante sur Pretoria. Cela importe d'autant plus que le gouvernement de l'Afrique du Sud intensifie la répression et renforce la censure sur son territoire et accentue sa campagne de propagande à l'étranger. Les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth réunis à Vancouver ont déclaré, et je cite: "La tragédie qui se déroule en Afrique du Sud - et qui passe souvent inaperçue - nous commande de veiller à ce que l'apartheid continue de retenir l'attention de la communauté internationale jusqu'à ce que nous nous rencontrions de nouveau en séance plénière." Dans cet esprit, tous les pays membres, à l'exception de la Grande-Bretagne, ont accepté une proposition canadienne visant à créer un Comité de ministres des Affaires

étrangères, qui se réunira périodiquement jusqu'à la prochaine réunion des chefs de gouvernement à Kuala Lumpur, en 1989. Le comité a été investi d'un vaste mandat, à savoir donner à la poursuite des objectifs dont sont convenus les chefs de gouvernement dans la déclaration de l'Okanagan tout le dynamisme et toute l'orientation nécessaires. J'ai l'honneur, au nom du Canada, de présider ce Comité, qui comprend les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, de l'Inde, du Guyana, du Nigéria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

Je suis resté en contact avec mes collègues du Comité et le Secrétariat du Commonwealth, et je puis vous annoncer aujourd'hui que le Comité tiendra sa première réunion en Afrique australe même, soit à Lusaka, en Zambie, au début de février. D'ici là, nous nous pencherons sur certaines des initiatives proposées dans la déclaration de l'Okanagan et nous étudierons d'autres mesures avec le Secrétariat du Commonwealth.

La Conférence de Vancouver a porté sur trois points principaux - les sanctions, l'aide aux États de la ligne de front, et la nécessité de redoubler d'efforts pour soutenir les adversaires et les victimes de l'apartheid et encourager en général l'ouverture d'un dialogue. Le Comité des ministres des Affaires étrangères et le Secrétariat étudieront les moyens d'étendre et d'intensifier le programme de mesures économiques déjà en place. Ils prévoient notamment étudier les moyens utilisés pour contourner les sanctions, les répercussions de ces sanctions et les relations financières de l'Afrique du Sud.

Le Comité aura également pour priorité d'encourager et d'aider les opposants à l'apartheid en Afrique du Sud même et de contrer les effets de la censure et de la propagande. Il ne saurait y avoir de véritables progrès sans un dialogue sincère entre le gouvernement sud-africain et des représentants authentiques de la communauté noire. Malheureusement, comme je l'ai constaté moi-même au cours de la visite que j'ai effectuée en Afrique australe en août dernier, il y a peu d'espoir que cela se réalise à court terme. Nous croyons toutefois que le Commonwealth peut contribuer à l'ouverture d'un dialogue en Afrique du Sud en multipliant ses contacts avec les Sud-Africains de toute appartenance.

À Vancouver, les chefs de gouvernement se sont tous déclarés déterminés à renforcer la capacité des voisins de l'Afrique du Sud de résister à la politique de déstabilisation et de destruction menée par Pretoria. Le

Mozambique occupe une position stratégique par rapport aux États enclavés de la ligne de front. C'est pourquoi le Commonwealth a créé en faveur de ce pays un fonds spécial d'aide technique, et il est déterminé à mettre en place une infrastructure qui soit sûre, ce qui comprend la remise en état du réseau de transport et des mesures pour en assurer la protection. Chaque pays décidera de sa contribution, le Canada s'étant engagé, pour sa part, à consacrer 20 millions \$ à la reconstruction de la ligne ferroviaire vitale de Limpopo.

Le mandat du Comité des ministres des Affaires étrangères est d'une portée considérable. Il nous permettra de maintenir la pression sur l'Afrique du Sud et il encouragera les opposants à l'apartheid. Il renforcera le rôle joué par le Commonwealth en faveur du changement et du dialogue. Le Canada contribuera aux travaux du Comité par tous les moyens à sa disposition. Tous les membres de la Chambre conviennent de la nécessité de mettre un terme à l'apartheid. Le gouvernement, quant à lui, a la conviction qu'il est possible d'y parvenir et d'instaurer un meilleur système. Cela suppose, bien sûr, que des pays comme le Canada continuent d'exercer un leadership semblable à celui dont le premier ministre a fait preuve à Vancouver. Il ne devrait faire aucun doute aux yeux de l'Afrique du Sud que, si les autres mesures échouent, le Canada rompra toutes ses relations économiques et diplomatiques avec elle. Nous ne le ferions qu'en dernier ressort, après avoir épuisé tous les autres recours. Tant le gouvernement de l'Afrique du Sud que les adversaires de l'apartheid devraient également savoir que le Canada entend continuer de mobiliser ses ressources et d'user de son influence afin de maintenir des pressions constantes et son rôle de leader dans la lutte contre l'apartheid et la violence qui en découle.